Br b 7450

Petite Bibliothèque Economique — N° 6.

Syndicalisme et Révolution

PAR M. PIERROT

Deuxième édition : 10,000 Exemplaires

Prix : **10** Centimes

LA BIBLIOTHÈQUE DE PARIS MARXISTE

PARIS

AU BUREAU DE "LA PUBLICATION SOCIALE"

46, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 46

—

1908

Br b 7450

Petite Bibliothèque Economique — N° 6.

Syndicalisme et Révolution

PAR M. PIERROT

Deuxième édition : 10,000 Exemplaires

Prix : **10** Centimes

PARIS

AU BUREAU DE "LA PUBLICATION SOCIALE"

46, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 46

—

1908

Syndicalisme et Révolution [1]

L'émancipation ouvrière et l'affranchissement de l'humanité, nous les attendons d'une transformation complète de la société actuelle, et cette transformation ne nous paraît possible que par une révolution.

On a beaucoup tourné en ridicule cet espoir en la *Révolution*, comme s'il s'agissait d'un nouveau messie venant délivrer les hommes. Il est bien entendu que ce sont les hommes qui doivent se délivrer eux-mêmes, et que la révolution n'est que l'ensemble des actes individuels et collectifs, éclatant partout contre l'autorité patronale et contre l'autorité légale, de façon à rendre impossible l'existence du régime capitaliste.

Il semble que les travailleurs, c'est-à-dire ceux qui souffrent directement des conditions économiques actuelles, n'auraient qu'à le vouloir, pour faire cette révolution qui paraît immédiatement possible.

Quelles sont donc les causes qui peuvent déterminer le mouvement ?

*
* *

LES ELEMENTS DE LA REVOLTE

La révolte naît directement de la souffrance. Mais il faut s'entendre sur les termes. La *longue* misère, par exemple, amène la dépression mentale, le découragement, l'abdication de toute

---

(1) Cette brochure est la réunion des articles parus dans les *Temps Nouveaux* (février, mars, avril 1905), sous le titre : L'*Esprit de Révolte*.

dignité personnelle. Elle favorise l'alcoolisme et l'abrutissement, et elle aboutit à la dégradation complète de l'être humain. Les mendiants sont un exemple de cet état lamentable.

Est-ce à dire que l'amélioration des conditions de vie fait croître l'esprit de révolte ? Quand certains ouvriers ou certaines catégories d'ouvriers sont favorisés par des conditions économiques spéciales, on les voit trop souvent s'enfermer dans un égoïsme étroit. En fait d'idéal, les ouvriers favorisés ne songent ordinairement qu'à défendre contre la concurrence leur situation privilégiée : mesures contre les ouvriers non syndiqués, au besoin avec l'appui d'une entente patronale, tandis que des droits d'entrée exorbitants restreignent les adhésions au syndicat (Etats-Unis) ; mesures prohibitives exigées du gouvernement contre les travailleurs étrangers (Australie, Nouvelle-Zélande), etc.

Le bien-être n'engendre ni solidarité, ni esprit de révolte, ni idéal révolutionnaire. Les ouvriers qualifiés, qui jouissent de salaires rémunérateurs, ne songent pas d'ordinaire à bouleverser la société ; ils cherchent à assurer leur bien-être par la pratique du coopératisme, de la mutualité, de la restriction sexuelle. Je me hâte de dire que je ne leur en fais nul reproche et qu'il n'est pas étrange que chacun cherche à améliorer sa situation — à condition cependant que ce ne soit pas aux dépens d'autres travailleurs et que ces salariés ne se mettent pas à exploiter dans leurs coopératives, comme on l'a vu, le travail de leurs salariés. Ces gens-là croient le plus souvent aux réformes et réclament les faveurs des pouvoirs publics. Ils tâchent de s'arranger de la façon la plus commode et de s'adapter le mieux possible au milieu actuel.

Ce n'est donc pas l'amélioration des conditions de vie, non plus que l'état permanent de misère, qui conduit à la révolte. Chez les uns et les autres (misérables ou privilégiés), pour qu'il y ait révolte, il faut qu'il y ait d'abord sensation de souffrance, il faut même que la souffrance soit vivement sentie, au point de paraître intolérable.

La souffrance sera sentie par un individu quelconque qui voit ses conditions de vie empirer ou son bien-être diminuer. Je prends ici misère et bien-être dans leur sens le plus général, qu'il s'agisse des conditions économiques ou morales. L'individu atteint ressentira d'autant plus la souffrance que le passage entre les deux états sera plus brusque.

La réaction de début sera extrêmement vive, puis elle ira en s'atténuant, à la longue. Au fond, il s'agit ici d'une loi commune à tous les phénomènes biologiques. L'excitation brusque produit une réaction de début intense qui diminue peu à peu, *malgré la permanence de l'excitation*. La souffrance elle-même s'émousse, qu'il s'agisse d'un deuil ou d'une peine matérielle.

Une fois le premier moment passé, l'homme s'habitue à son nouvel état, il s'adapte. S'il s'agit d'une diminution de bien-être,

il restreindra ses besoins, il créera ou il acceptera, pour l'explication de sa déchéance, des raisons pour se satisfaire, pour amoindrir sa souffrance morale. Il ne sera secoué de sa torpeur, de son inertie que par une nouvelle souffrance venant se surajouter, ou par une excitation cérébrale, par la propagande, par exemple.

D'autre part, pour que la sensation de souffrance amène la révolte, il faut que cette souffrance offense le sentiment de justice de celui qui est atteint. Sans quoi, la souffrance ne se traduit que par une douleur morale, c'est-à-dire par la dépression nerveuse, les pleurs et les lamentations.

Si le sentiment de justice de l'individu est lésé, si la victime peut reporter la cause de sa souffrance sur des auteurs responsables ou sur ceux qu'elle croit en être les auteurs, alors éclatent les sentiments de colère et d'indignation qui peuvent déterminer les actes de révolte.

Même à ce moment, tout peut avorter pour des causes multiples : si les victimes, se sentant lésées, ignorent sur qui faire retomber leur colère, si elles sont pénétrées du sentiment de leur impuissance vis-à-vis des auteurs de leurs maux ou si elles sont retenues dans leur action par le sentiment de la peur. Interviennent donc, contre le développement de la révolte, l'ignorance et l'éducation ; il faut encore tenir compte de l'hérédité, c'est-à-dire de l'accoutumance de longues générations antérieures à l'obéissance passive et à la résignation.

La religion a toujours été le meilleur calmant contre la révolte. Tout d'abord elle enseigne qu'il n'y a pas d'injustice : tout vient de la volonté de Dieu, toute souffrance n'est qu'une épreuve qui assurera au patient, après sa mort, les félicités célestes. La révolte est un acte impie. La religion enseigne aux hommes l'obéissance et la résignation : il y aura toujours des pauvres, et ces pauvres, par surcroît, doivent aux riches la reconnaissance des charités qu'on leur octroie.

L'enseignement officiel, surtout celui de l'école primaire, vient appuyer cette éducation religieuse et la suppléer au besoin. L'enseignement primaire inculque aux élèves des préceptes de morale, morale officielle et absolue, de façon à donner aux enfants des préjugés et des habitudes dont ils auront fort à faire de se dépêtrer jamais : fatalité économique, nécessité de l'ordre social et de la hiérarchie sociale, devoirs impératifs envers la société, l'Etat (lois, impôts, service militaire), les patrons, etc. La richesse est le résultat du travail et de la prévoyance ; elle accomplit d'ailleurs une fonction sociale nécessaire par la bonté et la charité. Grâce aux riches, les ouvriers peuvent avoir du travail et gagner leur vie. Le vrai bonheur consiste à être satisfait de son sort et à se contenter de peu. La soumission aux lois est nécessaire pour le bon ordre, pour la richesse nationale, pour la gloire de la Patrie. C'est, en effet, la religion patriotique qui sert à renforcer l'obéis-

sance civique. Enfin, au cas où, malgré tout, des velléités de révolte se produiraient, on a soin de développer par avance le sentiment de la peur par le tableau des sanctions menaçantes : gendarmes, tribunaux, prisons, armée, etc.

Le résultat de cette éducation entraîne chez les faibles, surtout quand ils sont isolés, une résignation passive. Que les malheurs s'abattent sur l'un de ces individus, il continuera à supporter patiemment l'adversité, *en accusant le sort*, jusqu'à ce que, tombé à un degré où la vie n'est plus possible, il disparaisse enfin. Des gens à bout de ressources se suicident, après avoir eu soin de payer exactement leur propriétaire et leurs fournisseurs, et après s'être excusés, par lettre, auprès du commissaire pour le dérangement qu'ils lui causent. Bel exemple de la déviation morale, on peut dire de la perversion, que l'éducation peut produire.

***

LA PROPAGANDE

Tout facteur qui intervient contre la résignation favorise la révolte. L'inégalité sociale est un de ces facteurs ; elle fait sentir davantage aux misérables le poids de leur misère, et réveille ou aiguise leurs souffrances. Dans les grandes villes, l'étalage d'un luxe insolent provoque des comparaisons funestes à la tranquillité sociale. Le sentiment de justice des prolétaires se trouve lésé par une inégalité criante que rien ne justifie et que des scandales quotidiens couvrent d'infamie.

D'un autre côté, tout ce qui augmente les besoins matériels, tout ce qui les multiplie et les rend plus étendus et plus pressants, vient aviver la souffrance. Enfin, tout ce qui s'oppose à la résignation, à l'humilité, à l'obéissance et à la peur, tout ce qui augmente la dignité individuelle, vient renforcer le sentiment de justice. Or la souffrance d'abord, l'offense du sentiment de justice ensuite, forment le point de départ de la révolte.

Il semble que l'éducation et l'instruction peuvent produire ce résultat. L'une et l'autre affirment et précisent les besoins d'hygiène, font connaître les commodités de la vie, développent par conséquent les besoins matériels, en même temps qu'elles habituent l'individu à des besoins moraux plus forts dans les rapports sociaux.

Mais les prolétaires n'ont à leur disposition qu'une éducation sophistiquée et une instruction rudimentaire, dispensées par l'Eglise ou par l'Etat, de façon à s'opposer précisément à la poussée

des besoins et des revendications. L'éducation intégrale, l'instruction complète ne sont pas faites pour les pauvres ; elles ne sauraient donner que ce que les bourgeois appellent avec mépris des *déclassés*, c'est-à-dire des gens chez qui les besoins matériels et moraux se sont développés, en même temps que l'esprit critique, sans qu'on leur ait donné les moyens de satisfaire à ces besoins (1).

Ce n'est donc qu'accidentellement que l'instruction intervient pour produire des déclassés, des révoltés. Il faut au contraire que les prolétaires se dépètrent des préjugés et des superstitions enseignés par la religion et la morale officielle, pour arriver à la révolte.

C'est de cette nécessité de réagir contre l'oppression, de se soutenir et de s'encourager mutuellement, c'est de là qu'est née *la propagande*. Elle est née spontanément de la communauté des souffrances et du sentiment de sympathie. Au fond, elle est une sorte d'éducation mutuelle entre prolétaires pour une connaissance plus précise des intérêts de classe et elle est le moyen le plus sûr de développer les tendances révolutionnaires de la masse.

La propagande agit en rendant les gens conscients de leur misère et de leur servitude. Elle fait connaître, elle précise et elle affirme les besoins matériels nécessaires à une vie normale dans la société moderne. Elle avive ainsi les souffrances des individus qui auraient tendance à s'assoupir dans la torpeur de l'habitude. Elle combat l'humilité, l'obéissance, développe les sentiments de dignité individuelle, et augmente ainsi le sentiment de justice. Elle s'oppose à la peur, trop facile chez les isolés, en développant le sentiment de sympathie et de solidarité. Elle provoque le désir de s'instruire, elle affine l'esprit critique. Elle est le plus puissant moyen de développement individuel.

Toute cette éducation mutuelle se fait à la fois, s'entremêle et se confond. Mais on peut en analyser les effets séparément.

La propagande précise les besoins matériels. La production moderne selon le mode capitaliste a transformé l'organisation du travail : le machinisme, le travail dans des locaux renfermés, l'agglomération, le surmenage ont amené des besoins d'hygiène et des préoccupations que ne connaissaient pas les travailleurs d'autrefois ou les travailleurs de la campagne. Or les ouvriers

---

(1) Les déclassés ne font pas toujours des révoltés. Quelques-uns d'entre eux se « reclassent » dans la bourgeoisie, en trouvant un moyen de se tirer d'affaire, c'est-à-dire de satisfaire à leurs besoins personnnels. Les uns font leur carrière dans la politique (voyez Doumer), en exploitant sans scrupules la confiance des électeurs naïfs ; d'autres deviennent escrocs dans la finance ou le commerce, ou vivent du charlatanisme. D'autres enfin, sans volonté agissante, mais ne pouvant accepter la servitude de l'atelier ou du bureau, traînent une vie de bohème, laquelle n'est qu'un parasitisme déguisé, triste forme d'adaptation, mais adaptation tout de même à la société moderne.

des villes, qui se recrutent en grande partie parmi la population des champs, s'exposent, en méconnaissant ces besoins, à la perte de leur santé et à une fin prématurée. C'est ce que la propagande vient leur faire connaître ; elle leur confirme la nécessité absolue de ces besoins : nécessité du repos et des loisirs, en un mot de se ménager, nécessité d'avoir le souci de son corps et de son logement, d'exiger la salubrité de l'atelier, etc. Elle aide à transformer, chez les uns, les idées que l'éducation et d'autres habitudes de vie y avaient enracinées ; elle précise, chez les autres, les notions acquises par l'expérience. Elle avive ainsi les besoins qui naissent spontanément des conditions du milieu et elle renforce les revendications ouvrières par l'appui des connaissances scientifiques (données des statistiques, résultats de l'observation médicale, etc.).

D'autre part, la propagande incite les prolétaires à réclamer les commodités de la vie amenées par le progrès scientifique, le développement économique de la production et la facilité des moyens de communication. Mais seul le labeur des prolétaires rend possibles toutes ces commodités dont jouit la classe possédante. Et ici intervient fortement le sentiment de justice. La propagande mutuelle vient encourager les travailleurs à revendiquer tout le bien-être matériel, les jouissances artistiques et intellectuelles.

Ainsi la propagande vient dégager les aspirations plus ou moins conscientes de tout homme à une vie normale, saine et complète. Ces aspirations se font jour, en dépit de la pression exercée par la religion et par la morale officielle. Leur développement est aidé par le tableau de l'inégalité sociale. Le sentiment de l'iniquité subie a donné lieu, de tout temps, chez tous les misérables à un sentiment d'hostilité sourde, qui, chez quelques-uns d'entre eux, les plus osés et les plus intelligents, s'est traduit par une critique audacieuse et précise des causes de leur misère. Ceux-ci ont incité leurs camarades à réfléchir et leur ont donné l'audace de raisonner sur leur état. De cette façon, les sentiments d'humilité et d'obéissance ont commencé à être sapés ; alors on a commencé à faire l'examen et la critique de l'exploitation patronale, on est remonté à l'origine de la richesse. Cette propagande est née spontanément un peu partout. Elle a précisé et elle précise de plus en plus des notions déjà existantes, mais quelquefois vagues et confuses ; elle s'est opposée et elle s'oppose continuellement à l'acceptation passive de l'état de misère et de l'état de servitude ; elle empêche l'action dépressive d'une éducation mensongère ; elle combat l'influence du catéchisme, de l'école officielle et des journaux à la solde des capitalistes.

Cette propagande s'oppose à la restriction des besoins, elle tire toutes les déductions nécessaires de l'inégalité sociale, elle encourage les prolétaires à la revendication du bien-être total, elle s'oppose à la résignation et développe la dignité individuelle.

Ainsi s'est exalté le sentiment de justice. Cette propagande mutuelle a entraîné les ouvriers à s'insurger contre les règlements d'ateliers, contre les vexations des contremaîtres ; les travailleurs ont exigé d'être mieux traités.

La propagande se fait des ouvriers les plus osés à leurs camarades plus timides, des militants déjà éduqués à leurs camarades ignorants, des corporations d'esprit émancipé aux corporations soumises, d'un pays plus évolué à un pays retardataire. L'exemple et la contagion agissent comme ferments efficaces dans un milieu favorable et ils sont parmi les causes principales de la révolte. On comprend pourquoi la propagande naît facilement parmi les ouvriers agglomérés. Elle s'infiltre dans les pays les mieux gardés, elle vient secouer les prolétaires de leur torpeur, les rendre conscients de leur misère et de leur servitude, leur faire réclamer le droit à la vie. Et les événements actuels (printemps 1905) chez les ouvriers de Russie sont les effets de cette propagande.

***

L'ORGANISATION OUVRIERE

Lorsque, chez des misérables, une propagande mutuelle est venue aviver le désir du bien-être et les sentiments de dignité, lorsque ainsi la souffrance a été réveillée et que le sentiment de justice a été exalté, alors la révolte est proche. Mais la souffrance, devenue intolérable, n'est pas un élément suffisant pour que la réaction ait un caractère révolutionnaire ; la révolte peut rester au stade primitif de colère impulsive, s'en prenant même tout simplement aux objets inanimés, pour retomber ensuite à plat.

L'ignorance et la superstition peuvent ruiner tout l'effet d'une révolte, en la dirigeant à faux, ou en permettant à l'habileté de politiciens, d'ambitieux ou de gouvernants sans vergogne de faire dévier le mouvement. On a vu au moyen âge (et bien plus récemment) des populations se venger sur de soi-disant sorciers des malheurs qui les avaient frappées. On a vu des gens faire retomber sur les juifs la responsabilité de leur servitude économique ; et le gouvernement russe, par exemple, n'a pas manqué de se servir du préjugé antisémite pour détourner certains mouvements. On a vu en France, à Aigues-Mortes, il y a quinze ans (en 1893, je crois), des travailleurs français assommer des travail-

leurs italiens, au lieu de s'en prendre aux patrons qui avaient fait venir ces malheureux pour leur payer un moindre salaire ; etc.

Il faut donc que ceux qui souffrent arrivent à la connaissance exacte des causes de leur misère et de leur servitude. La méconnaissance de ces causes laisse dévier trop facilement les mouvements de révolte, surtout lorsqu'il s'agit de crises générales qui mettent en jeu des intérêts multiples et contraires, lorsqu'un mouvement, par exemple, soulève des mécontents de toute sorte, ambitieux, petits bourgeois, prolétaires, etc., lorsque le but à atteindre est obscurci par des questions politiques, qui prennent d'autant plus d'importance qu'elles échappent à la compréhension et au contrôle de la masse.

Il n'en est plus de même quand il s'agit d'un mouvement purement économique, spécialement d'un mouvement ouvrier. Les travailleurs, lorsqu'ils n'ont pas été égarés par des influences étrangères, ont des revendications précises en vue de l'amélioration de leur bien-être : augmentation des salaires, diminution des heures de travail, respect de leur dignité. Ils se rendent compte par eux-mêmes que les causes de misère et de servitude résident dans l'exploitation patronale. Depuis longtemps la conscience de l'antagonisme des intérêts s'est traduite par des révoltes localisées, par des grèves et par l'organisation de sociétés, dites de résistance, lesquelles ont donné naissance aux syndicats actuels. C'est dans ces sociétés que s'est affermie la conscience de classe du prolétariat ; c'est dans les syndicats que s'élabore la propagande éducatrice qui libère les ouvriers des préjugés et des superstitions et renforce l'esprit de révolte.

Les syndicats sont des groupes de combat contre l'exploitation patronale. L'ouvrier y entre dans le but de défendre ses intérêts contre le patron ; il y est donc dans un état d'esprit très favorable à la révolte, tandis que dans les coopératives ou dans toute autre œuvre mutuelliste l'ouvrier a des préoccupations tout à fait différentes qui, si elles ne le détournent pas de la lutte, n'ont rien pour l'y inciter. Il a même semblé habile à des politiciens comme Waldeck-Rousseau, Millerand, etc., d'offrir aux syndicats de soi-disant avantages, pour les embarrasser d'œuvres mutualistes ou même pour les transformer en organismes coopératifs. De cette façon, les syndicats auraient perdu leur caractère combatif et révolutionnaire.

C'est dans les syndicats que se fait en réalité la propagande mutuelle dont j'ai parlé dans le chapitre précédent ; c'est là que se précisent et se renforcent les revendications pour les besoins matériels, quelquefois méconnus par ignorance, mais nécessaires pour une vie saine et normale dans les milieux industriels. C'est là qu'on dégage les responsabilités de toutes les souffrances individuelles et collectives : responsabilités des accidents, des maladies, des deuils, dus au surmenage et aux mauvaises conditions

d'hygiène, responsabilités du chômage, de la surproduction, des crises économiques, etc.

C'est surtout dans les syndicats que se fait l'éducation morale des ouvriers : dignité individuelle, sympathie et solidarité. Cette éducation s'accomplit par l'exemple et par la contagion qui en résulte. On s'apprend, on s'enhardit à ne plus courber la tête, à ne plus avoir peur. Les grèves mettent chaque jour la solidarité et la révolte en pratique, et *voilà pourquoi les grèves, quoique partielles, quoique ne devant aboutir qu'à des modifications immédiates très précaires, paraissent utiles et nécessaires* pour l'éducation de la solidarité et pour l'éducation de la révolte.

Grâce aux grandes agglomérations ouvrières modernes, la solidarité, née de la communauté des intérêts, a pu grandir, s'affermir, faire diminuer ou disparaître le sentiment de la peur, trop fréquent chez les isolés. L'exemple et l'élan de révolte donnés par quelques individus a des répercussions immédiates et efficaces, en entraînant la masse entière. La facilité des communications favorise l'extension de ces mouvements.

Ces conditions (agglomération, facilité des communications) ont rendu possibles de fortes organisations ouvrières. L'expérience acquise par les individus ou par les groupes profite à toute la masse par la propagande journalière. Ainsi s'évitent les erreurs et les tâtonnements du mouvement ouvrier à son début ; ainsi on ne risque plus de voir les revendications des travailleurs déviées ou déformées par des influences étrangères (préjugé patriotique comme à Aigues-Mortes, préjugé antisémite, influence gouvernementale, ingérence de politiciens). Mais pour cela, il faut que l'organisation soit indépendante des différents partis politiques, quels qu'ils soient, et qu'elle reste à l'abri de leurs compromissions. Ainsi la classe ouvrière conservera la conscience de ses besoins et la connaissance du but à atteindre.

Mais il ne faut pas que, sous prétexte de discipline, l'organisation ouvrière fasse naître un nouvel esprit de résignation. L'organisation doit avoir pour but d'aider le développement individuel de ses membres, non de remplacer l'initiative personnelle de chacun par une direction plus ou moins autoritaire. Il serait mauvais que les individus se confient entièrement à des *délégués* et qu'ils leur remettent pleins pouvoirs, en se déchargeant sur eux de toutes les décisions à prendre. Ce serait l'abdication de la volonté et de l'énergie personnelles et ce serait retomber dans la paresse et la veulerie.

Cela même est une raison de plus pour que le mouvement ouvrier reste indépendant des partis politiques. Les partis politiques sont trop fortement centralisés pour permettre à un infime syndicat d'élever la voix, surtout lorsque des intérêts électoraux sont en jeu. Les élus, d'ailleurs, ont toujours tendance soit à imposer leur volonté, soit à ne tenir aucun compte de la

volonté des autres membres du parti. Nous en avons vu de nombreux exemples.

Le développement de l'esprit de révolte est incompatible avec une organisation hiérarchisée et autoritaire. Une telle organisation étouffe toute initiative et toute énergie particulières. *On ne se révolte pas par délégation.* La révolte collective suppose la participation de la masse tout entière, entraînée par l'élan d'une minorité qui donne d'abord l'exemple (Montceau, 1900). Mais on ne décrète pas une révolte ; la révolte vient d'en bas, non d'en haut. D'ailleurs les dirigeants, quels qu'ils soient, ont une répugnance, on pourrait dire de nature, contre la révolte. Ils en sont détournés par la peur des responsabilités, par la crainte d'être débordés, par des calculs de sagesse, qui se trouvent faux dans l'application réelle, parce qu'on ne tient pas compte de la force des sentiments de la masse, parce qu'on ignore cette force et parce qu'on ne peut pas la connaître.

Faut-il rappeler l'avortement de la grève générale des mineurs en France, en 1902 ? Cette grève, votée à plusieurs reprises par les ouvriers, ne fut pas déclarée par le comité directeur, malgré tous les engagements pris. La peur des responsabilités, la crainte d'être débordés, les calculs de fausse sagesse agirent sur les membres du comité directeur, et peut-être, par-dessus tout, des influences politiques, car la fédération des mineurs, alors unique, était entre les mains des politiciens,

Dans une organisation hiérarchisée et autoritaire, les dirigeants perdent insensiblement le contact avec la masse ; ils ont d'autres soucis et d'autres préoccupations ; ils arrivent à ne plus comprendre les besoins réels des membres de l'organisation, occupés qu'ils sont à des intrigues de haute politique.

On a cependant proposé, dans certains pays, et cela existe en effet dans certaines corporations, qu'un comité directeur soit chargé d'empêcher ou de décider une grève, sous prétexte de hautes raisons de politique ou d'économie politique, incompréhensibles sans doute à la masse. Le comité directeur aurait pouvoir de peser les chances de succès, l'opportunité d'un mouvement. Avec quelle balance ? Car il manque toujours l'élément principal, celui qui détermine l'action : *le sentiment.*

C'est la force du sentiment qui détermine toute action, qui lui donne la plus grande chance de succès. C'est pourquoi la révolte ne saurait être déterminée par une décision autoritaire, même rationnelle, c'est pourquoi la révolte ne saurait être faite que par ceux qui sentent et qui souffrent, par ceux chez qui les sentiments se sont exaltés jusqu'à les pousser à l'acte. Voilà enfin pourquoi la propagande est comprise par tous les êtres souffrants, qu'ils soient *illettrés* ou intellectuels, voilà pourquoi elle est efficace, même parmi les moujiks — parce qu'ils sentent.

Les critiques que je viens d'exposer peuvent expliquer la véritable impuissance de la Social-Démocratie en Allemagne.

On nous donne à chaque instant, comme exemple, l'organisation du parti social démocrate allemand avec ses trois millions d'électeurs, avec son million de syndiqués. Mais on ne voit pas que ce qui fait la force de ce parti comme organisation, est justement la cause de sa faiblesse dans l'action. Les social-démocrates ont une organisation forte, c'est-à-dire hiérarchisée, réglementée, disciplinée ; mais cette hiérarchie, cette réglementation et cette discipline ont tué chez les individus tout esprit d'initiative et toute énergie. En Allemagne, où les prolétaires sont plongés dans un milieu servile, il semble qu'il eût fallu lutter spécialement contre des habitudes (héréditaires et acquises) de soumission et d'obéissance, renforcées encore par un militarisme intense. Au lieu de cela, les social-démocrates ont consolidé l'esprit de résignation par une soumission et une obéissance complètes au comité directeur. Il en résulte une impuissance révolutionnaire que Jaurès lui-même a relevée et soulignée au congrès d'Amsterdam (1904).

Les syndicats allemands, asservis à la social-démocratie, souffrent du même esprit de résignation. J'ai encore à l'esprit la grève monstre des tisseurs de Silésie (Crimmistchau, 1903), qui ne laissait pas de causer quelques inquiétudes aux capitalistes et au gouvernement allemands. Malgré des conditions d'existence misérables, la grève se termina tout à coup sur un ordre venu du comité directeur sans aucun résultat acquis. Et cette terminaison marque nettement la passivité de la classe ouvrière, aussi bien que le manque de confiance des dirigeants dans la force réelle de leur organisation..

Un exemple plus récent est la grève des mineurs de la Ruhr, grève monstre elle aussi. On a dit que 200,000 ouvriers avaient abandonné le travail. Dans le mouvement étaient réunis les socialistes, les chrétiens, les Polonais ; ils avaient la sympathie du public, et il semble même que le gouvernement ne leur était pas défavorable. Tout à coup le comité de la grève ordonne la reprise du travail (1) ; la continuation de la grève est au contraire votée par l'assemblée générale des mineurs ; cependant le travail est repris au moment où les mineurs belges venaient de se mettre en grève et apportaient une nouvelle chance de succès.

Dans cette grève de la Ruhr, se manifesta l'esprit de soumission des travailleurs allemands *organisés :* calme, ordre et discipline ; et pour assurer cet ordre et cette discipline, des mineurs

---

(1) Apparemment, par suite des promesses du gouvernement et pour ne pas « compromettre » le mouvement. C'est pour les mêmes raisons que le Comité fédéral des mineurs français n'avait pas décrété, en 1901 et 1902, la grève générale votée à deux reprises par les mineurs eux-mêmes ; ceux-ci ont vu ensuite comment le gouvernement français a tenu ses promesses. Le vote récent du Sénat a été la juste récompense de la « sagesse » du Comité général. Joucaviel lui-même le reconnaît dans une lettre parue dans la *Voix du Peuple* au commencement de février 1905.

portant un brassard blanc faisaient eux-mêmes la police et n'auraient pas hésité à livrer les « mauvaises têtes » aux gendarmes.

L'idéal des *chefs* socialistes paraît être le gouvernement autoritaire sur la masse. Le mouvement d'indignation, qui éclata en Italie en septembre 1904 sous forme de grève générale, pour protester contre les fusillades des bersaglieri, se produisit spontanément parmi les travailleurs eux-mêmes, en dehors de tout mot d'ordre donné par la direction du parti socialiste. Mais ce parti socialiste, disait le correspondant du *Vorwærts* (d'après Jaurès) aurait été décidé (?) à exercer lui-même « une police socialiste » pour prévenir les violences individuelles, les méfaits et les pillages qui auraient pu déshonorer le mouvement et le *compromettre*. (Voilà le mot, en effet, qui sert à excuser toutes les lâchetés). Et Jaurès ajoute : « C'est l'indice que l'idée de la grève générale, comme moyen d'action et de pression du prolétariat, entre dans sa période de maturité ». (*Humanité* du 3 octobre 1904).

Pour d'autres raisons, l'organisation syndicale est *forte* également aux Etats-Unis, je veux dire également autoritaire. Laurent Casas nous a fait dans les *Temps Nouveaux* (nos 25, 26, 27, 29 1904) le tableau de ces syndicats de travailleurs qualifiés (privilégiés) ayant à leur tête un état-major dictatorial. C'est contre cet état-major et cette forme autoritaire d'organisation que nos camarades américains sont obligés de lutter. Il en est de même pour les vieilles trade-unions anglaises.

En France, le mouvement syndical est indépendant de tout parti politique (1), et, sauf quelques corporations à direction autoritaire, ne souffre pas d'une réglementation excessive. Cependant cette indépendance d'allure ne laisse pas de gêner certains esprits ; ils voient le désordre et la confusion là ou il n'y a que la vie qui déborde hors des règlements fixés. Ils ont peur des cas exceptionnels que chaque jour amène, des conflits renaissants, des chocs et des heurts qui se produisent forcément dans une organisation libre. Ils voudraient que tout fût réglementé, fixé d'avance, sans s'apercevoir que ce serait faire de l'organisation corporative une machine bureaucratique où l'omnipotence des bureaux centraux (comités des fédérations et des bourses) réduirait les syndiqués à la situation de simples cotisants, recevant des ordres d'en haut. On arriverait, par amour de l'unité et de l'ordre, à annihiler l'indépendance des syndicats et à leur enlever toute vitalité. Une réglementation intense entraînerait les mêmes

---

(1) Enorme avantage, car il permet de réunir tous les ouvriers, de quelque opinion qu'ils soient, contre l'exploitation patronale. L'inféodation à un parti politique amènerait certainement des suspicions et des dissidences, et limiterait le recrutement des adhérents aux partisans d'une chapelle plus ou moins étroite, tandis que la communauté des intérêts, dans des groupements indépendants, favorise la propagande éducative générale.

conséquences fâcheuses que celles que j'ai exposées plus haut: administration autoritaire, diminution de l'esprit d'initiative et de l'énergie révolutionnaire dans la masse (1).

Pour ne pas gêner la vie des syndicats, il faut au contraire que l'organisation qui les unit (fédérations, bourses) soit extrêmement libre. Actuellement les syndicats sont des groupements indépendants de travailleurs dans lesquels l'action de chaque individu peut se produire efficacement ; les syndicats à leur tour interviennent d'une façon effective dans le fonctionnement de toute la confédération ; en somme, ce sont eux qui jouent le rôle prépondérant dans la vie corporative.

D'ailleurs, en France, les militants auxquels leurs camarades confient une délégation, sont surtout considérés comme des propagandistes. C'est par la propagande, la persuasion, les renseignements fournis qu'ils travaillent le plus efficacement à l'œuvre d'organisation qui leur incombe. En dehors des tournées de conférences, en dehors de l'agitation dans les grèves, reste la correspondance avec les groupes qui est encore un moyen de propagande. Le rôle des militants n'est donc pas comparable à celui d'une direction gouvernementale ; il est de travailler à éduquer les individus, à dégager les revendications ouvrières, à renforcer l'esprit de révolte. D'ailleurs, les délégués sont désignés pour ce but nettement déterminé et avec un *mandat impératif*. Ils ne pourraient donc se considérer comme investis de pouvoirs dictatoriaux.

L'œuvre des propagandistes dans une organisation libre n'est donc en rien comparable à celle des dirigeants dans une organisation forte. Au lieu de décider, de gouverner, d'habituer les individus à recevoir des ordres, ils ont à encourager les travailleurs à manifester leurs besoins et leurs revendications ; ils ont à faire apparaître clairement aux gens la cause de leurs souffrances, de leurs deuils, de leur misère, de leur servitude ; ils exaltent ainsi leurs sentiments ; et c'est la force de ces sentiments qui décide l'action et qui fait éclater la révolte.

Le premier effet de la propagande est de se traduire par la multiplicité des grèves ; mais il est bien évident que la propagande

---

(1) On s'est plaint aussi de la stérilité des débats dans les congrès corporatifs, comme si l'on en attendait une œuvre législative et gouvernementale. Mais ces congrès n'ont de raison d'être que pour la propagande, c'est leur seule utilité réelle et incontestable. Ils mettent en rapport les militants de tous les coins de la France entre eux et à la fois Dans le heurt des discussions, on se met au courant les uns des autres des différentes méthodes de tactique employées ; les mérites et les défauts particuliers de ces méthodes apparaissent vivement sous la critique mutuelle ; les faits sont exposés et rétablis dans leur vraie signification, les idées se précisent. Et la propagande reçoit ainsi une impulsion vigoureuse qui se répercute ensuite dans tout le pays grâce aux discussions, quelquefois bruyantes et orageuses. mais qui sont par là même l'expression d'une vie intense et réelle.

ne fait qu'aviver des souffrances réelles, préciser des besoins urgents ; elle ne fait qu'encourager les intéressés eux-mêmes à poser leurs revendications et à les imposer. Ce sont donc, en fin de compte, les intéressés qui décident leur mouvement, et, pour qu'il ait quelque chance d'aboutir, ce sont eux qui doivent le mener, en profitant des renseignements fournis et de l'expérience acquise par leurs camarades de classe.

Cette expérience montre, d'abord, que les revendications ouvrières n'ont jamais abouti que si les travailleurs ont pu les imposer *par intimidation*. Lorsque, confiants dans la justice de leur cause ils ont fait appel à l'humanité des patrons, ou à la bienveillance des pouvoirs publics, le meilleur résultat obtenu a été la duperie de quelques belles paroles ; ordinairement, il ne leur a été répondu que par un refus hautain et sec, à moins qu'on ne les ait simplement fusillés, comme le 22 janvier à Saint-Pétersbourg.

***

L'ACTION DIRECTE

(SES RAPPORTS AVEC LE PATRONAT)

Les ouvriers ont appris clairement à leurs dépens que les humbles démarches auprès des patrons et des gouvernants étaient pour le moins inutiles. L'expérience leur a également montré qu'ils ont été bernés, chaque fois qu'ils ont confié leurs intérêts à des protecteurs : philanthropes ou policiciens. Ils en sont arrivés à cette conclusion que le mieux est de faire leurs affaires eux-mêmes.

C'est de cette expérience qu'est née la tactique de l'*action directe :* « une nouvelle expression, disait Eug. Guérard au Congrès de Bourges, pour une vieille chose ». Une vieille chose, certainement oui, car c'est la vieille tactique ouvrière imposée par les conditions sociales ; mais il était nécessaire, pour la propagande, de caractériser nettement cettetactique, afin de l'opposer à celle des réformistes légalitaires.

L'*action directe* est l'expression de la révolte ouvrière contre l'exploitation et l'oppression capitalistes. En premier lieu, il s'agit de lutter journellement pour l'obtention ou le maintien des revendications rendues indispensables par les conditions modernes du travail (machinisme, *surmenage*, etc). Ces conditions de travail rendent de plus en plus nécessaire, pour les individus, la diminution de la journée de travail (sa limitation à huit heures, par exemple). Je ne me place pas ici au point de vue de l'affranchissement humain et de l'émanciption ouvrière, mais au simple

point de vue de l'hygiène. Il s'agit de lutter encore pour le taux du salaire, pour le respect de la dignité individuelle, etc.

La vie quotidienne amène ainsi des conflits incessants. Les ouvriers, pour se défendre, emploient la grève, le boycottage, le sabotage, l'obstructionnisme (1). Ce sont différents modes de l'action concertée ; au fond , les moyens importent peu, pourvu que les ouvriers réussissent à faire pression sur le patronat.

Les politiciens, de même que les réformistes légataires (dont une partie se rattache à eux), recommandent sur tous les tons, en cas de conflit, le calme, la sagesse, le respect de la légalité. Ils déconseillent d'ailleurs les mouvements grévistes, sous prétexte que ces mouvements partiels ne peuvent rien donner et ne correspondent pas à l'effort fourni, aux souffrances endurées. C'est bien parler ; mais je ne sache pas que les travailleurs se mettent en grève à la légère ; ils savent trop bien à quoi ils s'exposent : misère, renvois, etc. Ils y sont forcés par l'exploitation capitaliste.

Serait-il préférable que les travailleurs courbent la tête sous le joug ? J'ai déjà dit que les mouvements grévistes secouent la torpeur des individus ; ils favorisent la propagande chez les gens les plus indifférents, les moins conscients, en exaltant les esprits je veux dire les sentiments. Et une semaine de révolte fait plus pour la propagation des idées que des années de propagande pacifique.

D'autre part, Pouget a montré, dans le n° 230 de la *Voix du Peuple* (12-19 mars 1905), que, même en cas de défaite ouvrière, la grève a souvent un résultat matériel positif. Le patron, en effet, voulant remplacer son personnel, est obligé de prendre des jaunes en leur consentant de meilleures conditions ; et ces conditions persistent ensuite plus ou moins, sous peine d'un nouveau conflit. Il est bien entendu que pour un pareil résultat, il faut que le patron n'ait pas la possibilité d'embaucher facilement des sans-travail affamés, misérables, pouvant accepter n'importe quel salaire, c'est-à-dire qu'il faut que l'*action directe* s'exerce en entravant cette embauche et force le patron à compenser par des offres avantageuses la crainte ressentie par les jaunes devant une action énergiquement menée.

Sans les grèves, sans les mouvements partiels de révolte, les prolétaires seraient restés dans un état encore plus misérable. La lutte a eu pour résultat de limiter dans une certaine mesure l'exploitation patronale et l'oppression capitaliste, quoique sans les faire diparaïtre.

Les réformistes et les politiciens se résignent aux grèves, puisqu'elles sont. Mais, au moins, du calme, de la sagesse, res-

---

(1) L'obstructionnisme des employés de chemins de fer en Italie s'est terminé (mars 1905) par la chute du ministère Gioliti. L'obstructionnisme peut se rapprocher de la malfaçon pratiquée au moyen du sabotage.

pectez la légalité. C'est votre meilleure chance de succès. En vérité, c'est se moquer. Aucun mouvement de révolte ne se fait sans élan, sans exaltation des sentiments, sans enthousiasme. Pour entraîner la masse, il faut que les plus énergiques et les plus audacieux paient de leur personne, écartent les règlements et les lois et sachent enflammer les plus timides, encourager toutes les énergies. Les exhortations de prudence n'ont, au contraire, pour résultat que d'inciter les plus pusillanimes à abandonner le mouvement et à se soumettre. On n'a jamais rien fait avec ce qu'on pourrait appeler des *grèves de résignation.*

La grève, forme moderne de la révolte, ne saurait guère être un mouvement calme. Les mots jurent d'ailleurs ensemble. Si les travailleurs ont quelque chance de faire aboutir leurs revendications, c'est par intimidation, c'est en menaçant les intérêts du patronat. La grève est le moyen communément employé ; mais il a fallu l'employer pendant longtemps avant qu'elle devînt légale ; et encore est-elle entourée de nombreuses restrictions sous le prétexte de protéger la liberté du travail.

La grève calme, sage, légale n'a que peu de chances d'être victorieuse, si l'employeur a une réserve de fonds suffisante, et s'il est effectivement soutenu par la solidarité des autres patrons. C'est ainsi que la grève générale des mécaniciens anglais en 1898 se termina par la défaite, malgré l'organisation très puissante de cette union, malgré la solidarité du prolétariat, malgré la ténacité de la grève, qui dura sept mois. Le résultat le plus clair de cette révolte pacifique fut d'engloutir 27 millions (je dis vingt-sept) ; et cependant les forces gouvernementales n'intervinrent pas en faveur du patronat, comme il est de règle sur le continent.

Pour qu'une grève réussisse, il est nécessaire de brusquer le mouvement. Le peu de ressources pécuniaires des ouvriers ne leur permet guère de tenir longtemps. Dans quelle mesure les travailleurs pourraient-ils exercer une pression efficace, s'ils comptaient toujours sur une opiniâtreté purement passive (et forcément temporaire) pour triompher des fonds de réserve des capitalistes, si toujours ils restaient immobiles dans la légalité, c'est-à-dire dans une situation d'infériorité imposée par la législation bourgeoise, si, par exemple, ils laissaient les patrons recruter librement des jaunes pendant un conflit, si les grévistes ne violentaient pas illégalement la liberté du travail, si, au besoin, ils n'employaient pas d'autres moyens illégaux. C'est ainsi que les prolétaires ont dû, afin d'imposer la fermeture des magasins pour le soir ou pour le dimanche, recourir à des manifestations violentes qui ont écarté la clientèle et fait craindre aux patrons la détérioration de leur matériel.

Pour faire pression sur le patronat, l'*action directe* emploie tous les moyens, sans s'arrêter à leur caractère légal ou illégal, pourvu qu'ils portent. Naturellement, en présence des forces répressives de la société capitaliste, il est prudent de se garer le

plus possible des sanctions féroces de la loi : c'est pourquoi depuis longtemps les prolétaires se sont servis de certains moyens d'action pour aider la grève ou pour la suppléer :abandon concerté du travail après tant d'heures de présence, sabotage, c'est-à-dire détérioration du matériel ou malfaçon des produits, etc.

Enfin, il peut arriver que les prolétaires se sentent assez forts et assez résolus, ou soient assez exaltés pour risquer toutes les conséquences de leur audace.

L'*action directe* ne se sert d'aucun de ces moyens à l'exclusion des autres. Elle tient compte de *tous* les modes d'action imposés par les circonstances. Elle ne se différencie de la tactique légalitaire que parce qu'elle n'hésite pas à recourir aux moyens illégaux et même aux moyens violents, si besoin est — ce qui ne veut pas dire qu'elle emploie forcément à chaque fois l'illégalité et la violence.

Au lieu de déprimer les prolétaires en les rappelant au respect des Lois et de la Morale, au lieu d'augmenter leur timidité en leur faisant honte de leurs violences, au lieu de s'opposer à tout acte de révolte sous prétexte des intérêts soi-disant supérieurs de la démocratie et de la politique réformiste (1), *l'action directe*, au contraire, a pour résultat de donner aux travailleurs plus de confiance dans leur force et dans leurs moyens d'action, et de les encourager à la hardiesse, en les dégageant de tous les préjugés moraux, patriotiques, légalitaires et parlementaires.

De cette façon, l'énergie ouvrière déployée dans les revendications, la conviction du patron que les salariés sont résolus à tout, même aux représailles, tout cela augmente les chances de succès et peut permettre de brusquer le dénouement d'un conflit. Mais il ne faut pas oublier que l'action directe s'exerce dans la société actuelle pour faire aboutir tout simplement les revendications nécessaires à la satisfaction des besoins matériels et moraux les plus pressants. Les ouvriers sont obligés de présenter leurs revendications à leurs patrons, de discuter avec eux, et, le plus souvent, le conflit se termine par une transaction. Comment pourrait-il en être autrement, à moins de faire la révolution ? Et il semble bizarre que les réformistes aient reproché aux délégués métallurgistes d'être entrés en pourparlers avec les patrons lors de la grève d'Hennebont.

---

(1) Voici la formule consacrée : « Il est indispensable que les prolétaires répriment dans leur langage, dans leur attitude, dans leur conduite, tout écart qui aurait le grave inconvénient de nuire au succès de leurs légitimes revendications et d'entraver l'action de ceux qui font tous leurs efforts au Parlement pour améliorer la situation des travailleurs ».

L'ARBITRAGE

Discuter avec les patrons vaut encore mieux que de s'en remettre à un *arbitrage*. Un arbitrage ne peut donner aucune force aux revendications ouvrières que celles-ci ne contiennent déjà. Si es prolétaires ne sont pas assez puissants pour les imposer, ce n'est pas l'arbitrage qui, à la place des intéressés, aura la vertu d'imposer ces revendications.

C'est un signe de faiblesse de remettre le soin de ses intérêts à une tierce personne, à une sorte de protecteur. Et dans la pratique, on ne réclame guère l'arbitrage que pour sauvegarder l'amour-propre en présence d'une défaite inévitable. C'est dire que l'arbitrage n'est qu'un pis-aller. Dans le cas où les ouvriers ont la force de faire aboutir eux-mêmes leurs revendications, l'arbitrage est un leurre, car, par l'interposition d'intermédiaire, est émoussée, diminuée, affaiblie la pression prolétarienne.

C'est un leurre de soumettre ses intérêts à la sentence d'une individualité, le plus souvent ignorante des conditions complexes d'un problème à résoudre, et naturellement favorable, même inconsciemment, à l'ordre capitaliste. Les efforts de l'arbitre, dans les cas les plus fréquents, tendent à remettre les choses dans le même état qu'auparavant, en apportant quelques palliatifs dérisoires à des questions secondaires. De cette façon, l'arbitre donne l'apparence d'une satisfaction au sentiment de justice et apaise ainsi l'exaltation des sentiments qui fait toute la force de la révolte.

L'arbitrage est un leurre, car ce sont les ouvriers qui peuvent le mieux connaître et comprendre leurs besoins réels et leurs souffrances ; et eux seuls peuvent savoir jusqu'à quel point ils peuvent aller ou céder dans leurs revendications. Mieux vaut donc pour eux débattre ces revendications avec le patron lui-même que de risquer l'enjeu de la partie dans la loterie de l'arbitrage. Bien plus, s'il s'agit de trancher un conflit où les intérêts sont en opposition avec les lois actuelles, l'arbitrage devient une absurdité. L'arbitre ne peut pas se placer en dehors des rapports sociaux actuels ; il ne peut voir que le point de droit d'après la légalité régnante, et il condamnera juridiquement tout effort pour créer de nouveaux rapports sociaux.

L'expérience a montré que les travailleurs ont été floués par l'arbitrage en toute occasion. Le mieux qu'ils en aient tiré n'a été qu'une cote mal taillée qu'ils auraient aussi bien pu établir eux-mêmes avec le patronat. L'arbitrage de Waldeck-Rousseau pour les grèves du Creusot en est un exemple. L'arbitrage, si peu favorable qu'il soit, est destiné à être violé par les patrons, si ceux-ci sentent leurs salariés assez faibles, assez résignés pour ne pas se révolter.

Les dockers de Marseille ont été dupés par l'arbitrage en septembre-octobre 1904 ; et toute la presse quotidienne les a flétris lorsqu'ils se sont aperçus trop tard du traquenard dans lequel les politiciens les avaient jetés et qu'ils ont voulu refuser la sentence arbitrale.

Le pis dans l'arbitrage, c'est que les travailleurs sont floués avec l'apparence de la justice, c'est aussi que la sentence arbitrale reste imprimée comme une marque indélébile, si plus tard les ouvriers reprennent leurs revendications, même si les conditions économiques ont changé.

L'arbitrage émousse la force des revendications, il habitue le prolétariat à la résignation, il désapprend aux ouvriers à ne compter que sur eux-mêmes, il s'oppose à l'esprit de révolte. A ce titre, il est vanté et réclamé par tous les législateurs.

Le projet d'arbitrage de Millerand contre lequel se sont élevés les syndicats, était certainement un excellent projet pour assurer la *paix sociale*. C'était l'*arbitrage obligatoire* légal. Il détruisait tout élan par les formalités et par les délais légaux imposés. Il s'opposait à l'action du syndicat, en interdisant à toute personne étrangère au personnel de l'atelier intéressé de s'immiscer dans la grève ; or c'est spécialement le rôle du syndicat de se charger des démarches auprès du patronat, de façon que l'employeur n'essaye pas d'intimider directement ses salariés.

Si je me souviens bien, des conseils de travail (mi-patrons, mi-ouvriers), auraient été institués pour trancher les différends. Tout aurait été réglementé et légalisé ; la grève aurait été disciplinée, passive et n'aurait plus été qu'une cérémonie judiciaire asservie aux formes légales. En réalité, le droit de grève aurait été supprimé. Je suppose que la révolte eût éclaté malgré tout et brisé en mille pièces la nouvelle machine d'oppression légale.

L'ACTION DIRECTE

(SES RAPPORTS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS)

Discuter avec les patrons est une nécessité dans la vie journalière de la société actuelle ; au moins, les améliorations que le prolétariat a pu imposer ont-elles plus de valeur que les réformes légales. La loi ne fait ordinairement que sanctionner ce que les mœurs et les coutumes ont établi depuis longtemps.

Les réformes sont sans aucun effet, si les travailleurs se reposent sur la vertu légale de la réforme. Celle-ci sera vite nulle et non avenue devant le mauvais vouloir des patrons, aidés de la complicité judiciaire. Il n'en faut pour exemple que les lois édictées

en 1848 sur le marchandage et sur la limitation de la journée de travail qui ne furent jamais respectées.

Les modifications apportées aux conditions de travail n'ont de réelle valeur que si les ouvriers sont assez forts pour imposer et faire respecter ces modifications, qu'elles soient légales ou non.

C'est d'ailleurs ordinairement quand les réclamations des travailleurs sont devenues impossibles à éluder, que les protecteurs attitrés des ouvriers, philanthropes et politiciens, s'empressent d'intervenir pour décider que la réforme est *mûre* (voyez, par exemple, les travaux de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs). La plupart du temps, les efforts des protecteurs sont de calmer l'agitation par le projet de demi-mesures, de façon à limiter les effets des revendications ouvrières dans des limites *raisonnables*. Devant l'agitation en faveur de la journée de huit heures, voici, par exemple, qu'on parle de mettre à l'étude la réglementation légale de la journée de travail... à dix heures. L'agitation ouvrière décide brusquement le Sénat à s'occuper du repos hebdomadaire ; mais la commission s'arrange de façon à ne donner que des avantages illusoires et sans effets. L'agitation des mineurs a procuré à ces travailleurs un million pour leur caisse de retraites et des promesses ; ces promesses aboutirent, une fois l'agitation calmée, au vote du Sénat (fin 1904), qui devait accorder, selon l'*Humanité*, la journée de huit heures, mais qui n'accorda rien en réalité, même pas les avantages qu'avaient pu conquérir les mineurs en certains endroits. L'agitation a amené la suppression du monopole des placeurs, mais avec des restrictions, etc. Toutes les lois de protection ouvrière contiennent des *dérogations*..

L'expérience a appris aux prolétaires qu'ils devaient continuer leurs efforts sans s'inquiéter de la légalité. Cette légalité est plutôt une gêne dans l'action ouvrière, car elle amène toujours avec elle des restrictions multiples.

Les pouvoirs publics interviennent, en effet, à chaque instant pour réprimer l'action ouvrière, c'est-à-dire pour empêcher *l'action directe* de se déployer librement contre les patrons et pour maintenir le prolétariat dans l'ordre, grâce à un arsenal de pénalités. Les travailleurs ont à lutter, non seulement pour l'amélioration des conditions du travail, mais aussi contre les lois qui gênent leur action et leurs revendications.

Faudrait-il qu'ils attendent plus ou moins passivement de meilleures conditions, en comptant sur l'évolution légale, en s'en remettant à la bienveillance ou à la justice des pouvoirs publics (1). Or les pouvoirs publics ne montrent un vif

---

(1) En dehors des lois restrictives, il faut aussi mentionner les brutalités policières. La police a conservé en France, après trente-quatre ans de république, des habitudes

intérêt pour la classe ouvrière que lorsqu'ils se sentent menacés ou simplement gênés par l'agitation de gens résolus à se faire eux mêmes leur justice (2). Comme je l'ai déjà dit, la législation ne fait que reconnaître des droits que les travailleurs s'étaient eux-mêmes arrogés, malgré des lois prohibitives : droit de grève, droit d'association, Il y avait longtemps que, malgré toutes les pénalités, les travailleurs pratiquaient la cessation concertée du travail, ou se groupaient en chambres de résistance, lorsque enfin les pouvoirs publics se sont décidés à accepter le droit de grève, puis l'existence des syndicats. Devant *l'action directe*, devant les faits impossibles à empêcher, les législateurs furent obligés de sanctionner ces droits nouveaux. Et ce n'est pas parce que les législateurs ont dû reconnaître le droit de grève, que les travailleurs doivent se tenir dans les dispositions légales dictées pour entraver la grève elle-même. C'est, au contraire, le seul moyen de faire disparaître ces dispositions répressives que de ne pas les observer.

Tel n'est pas l'avis des réformistes légalitaires. Selon eux, il faudrait attendre pour user d'un droit, d'en avoir la permission légale. Le calme, la sagesse, la légalité, telle est encore la ritournelle qui revient dans leurs conseils. Il faut respecter « l'évolution légale », il faut faire une « propagande de sagesse » dans la classe ouvrière, il faut que les militants socialistes et ouvriers aient « tous le courage de faire auprès du prolétariat, cette propagande d'action réglée et de légalité vigoureuse, et lorsque la puissance calme d'organisation de la classe ouvrière aura aidé ses représentants politiques à assurer par la loi une large liberté de grève, l'efficacité de la grève sera presque doublée ». (Jaurès, *Humanité* du 5 octobre 1904). En quoi consisterait donc l'action ouvrière ? Dans la discipline inhérente à une forte organisation

---

d'autoritarisme et de mépris de l'individu qui ne sont pas moins étonnantes que l'extraordinaire passivité du public. Les mœurs de la police sont restées les mêmes, malgré toutes les lois et tous les règlements ; elles ne changeront que sous la pression et la révolte populaires. Ni le projet de Clemenceau(*), ni celui du député Cruppi, ni les efforts de la Ligue des Droits de l'homme n'auront d'efficacité que si les individus sont décidés à ne pas se laisser molester. Les étudiants ont bien su se faire respecter par la police et obtenir des excuses de Lépine et de Touny. Pourquoi les ouvriers ne pourraient-ils pas imposer le même respect de leurs personnes ? L'acte de défense de Chandelier marque peut-être un acheminement à moins de résignation.

(2) C'est ainsi qu'en Russie l'agitation gréviste a eu pour effet de faire nommer à grand fracas un comité gouvernemental de réformes ; ce comité a abouti au fiasco le plus complet parce que les ouvriers n'ont pas voulu se laisser berner par des promesses que les faits démentaient chaque jour.

C'est ainsi que la grève de la Ruhr en Allemagne a eu, tout au moins, pour résultat d'inciter le gouvernement à promettre un projet de réglementation du travail dans les mines.

(*) Ces lignes ont été écrites en 1905. Depuis, MM. Clemenceau et Cruppi sont devenus ministres; le malheureux Chandelier est mort; et les brutalités policières n'ont fait qu'augmenter.

et dans la « force calme de la loi », c'est-à-dire dans l'inaction. Devant une grève « ordonnée, disciplinée, légale » (c'est-à-dire passive), le gouvernement n'aura plus de prétexte pour recourir « aux trop faciles et coupables moyens de police et de répression ». Ce serait, en effet, bien inutile, si les ouvriers ne bougent pas.

« Plus la classe ouvrière saura discipliner elle-même ses mouvements, plus elle hâtera l'heure où la loi sera obligée de reconnaître la pleine liberté de la grève » (Jaurès, *Humanité* du 5 octobre 1904). Au fond, toute l'action ouvrière se réduirait à élire des députés socialistes et à attendre qu'ils aient conquis pour le prolétariat plus de liberté. J'ai essayé de montrer plus haut les inconvénients ou les dangers pour l'organisation syndicale d'être la vassale d'un parti politique quelconque. On aurait pu objecter que cette vassalité peut avoir quelque avantage. Mais l'expérience montre que les députés socialistes ou autres ne marchent que sous la pression de l'opinion publique ou devant la crainte d'une agitation. Il n'y a donc pas d'utilité pour les syndicats à se rattacher à un parti politique. Leur indépendance, au contraire, leur permet d'agir sur tous les partis. Qu'importe aux prolétaires que leurs revendications soient présentées par tel membre du Parlement, par les radicaux Berteaux et Rabier, ou par le socialiste Jaurès (exemple du syndicat national des chemins de fer) ?

L'action directe n'a pas besoin d'attendre que les députés veuillent bien soustraire quelques moments à leurs préoccupations électorales pour s'occuper des revendications ouvrières. D'ailleurs, leur indifférence vaut quelquefois mieux que leurs manifestations de zèle spontané ; tout récemment le député socialiste Colliard, de Lyon, déposait un projet de loi sur l'arbitrage obligatoire, dont le principe avait été cependant condamné par les syndicats.

Il n'est pas besoin de démontrer que les organisations syndicales connaissent mieux les besoins des ouvriers que ne peuvent les connaître les députés. Au lieu de recevoir une direction d'un parti politique, les syndicats ont donc tout avantage à agir directement, en exerçant leur action librement sans s'occuper de la légalité, et en prenant les droits légaux ou illégaux, nécessaires à cette action.

L'action ouvrière se fait directement, sans l'intermédiaire des *représentants du peuple* ou de qui que ce soit. De cette façon, la pression ne risque pas de perdre de sa force dans des transmissions multiples et complexes ; elle la conserve tout entière. Surtout elle ne risque pas d'être déviée et employée à la réalisation de calculs politiques, d'ambitions personnelles, d'intrigues pro ou anti-ministérielles.

L'action directe s'exerce donc d'une part contre les patrons, pour l'amélioration des conditions matérielles et morales du travail; d'autre part contre les pouvoirs publics, pour la suppression des restrictions légales qui pèsent sur l'action ouvrière.

L'action directe permet de mesurer la valeur réelle des efforts du prolétariat ; elle seule permet à la classe ouvrière de se rendre compte de sa propre force.

L'action directe enfin est la meilleure école d'éducation révolutionnaire et, en excitant l'initiative de chaque individualité, elle habitue les prolétaires à ne compter que sur eux-mêmes.

***

L'EDUCATION REVOLUTIONNAIRE

L'expérience montre que le prolétariat doit soutenir continuellement son effort pour ne pas retomber dans la pire oppression. Pour conserver la moindre réforme, il faut que la pression ouvrière ne fléchisse pas un instant. Tous les jours il faut lutter pour limiter l'exploitation patronale. Les patrons reprennent les avantages consentis aussitôt qu'ils peuvent le faire (morte-saison, surabondance des sans-travail) ; alors ils épurent leur personnel par des coupes sombres, ils diminuent les salaires, augmentent le temps de travail, ou, mieux, ils intensifient le travail. Ou bien, les conditions paraissant les mêmes, ils élèvent le prix de leurs marchandises et les propriétaires élèvent le prix de leurs loyers.

Certes, la pression croissante de la classe ouvrière (grâce à la conscience de plus en plus nette des besoins et grâce à la solidarité, a eu pour conséquence une amélioration des conditions de vie. Mais cette amélioration est toute relative ; elle n'est même pas en rapport avec la productivité et avec les possibilités nouvelles de jouissance dont seule profite la classe bourgeoise. Et puis, les besoins ont augmenté. L'intensité du travail, par exemple, l'agglomération dans les grands centres urbains ont rendu plus nécessaires des besoins, autrefois moins urgents. Mais si les prolétaires peuvent porter des chemises que les serfs du moyen âge ne connaissaient pas, ils n'en sont pas plus heureux. Le résultat, au contraire, est une plus vive souffrance, une misère plus profonde, lorsqu'ils sont privés tout à coup des satisfactions habituelles par suite d'un chômage quelconque. La vie est toujours aussi précaire. Les prolétaires continuent à vivre au jour le jour, et tous les palliatifs proposés (retraites, assurances) sont incapables de supprimer le salariat avec son cortège de misère et de servitude, tandis que persiste l'inégalité sociale la plus criante au profit d'oisifs malfaisants.

L'augmentation des salaires est souvent un gain illusoire par suite de l'élévation corrélative du prix des moyens de subsistance

(marchandises, loyer). La diminution du temps de travail peut avoir de meilleurs effets. Il est certain, par exemple, que les garçons de café, qui fournissent fréquemment dix-huit heures de travail quotidien, ne pourraient que gagner à un raccourcissement de la journée. Mais, dans un certain nombre de corporations, une partie du gain sera perdue par une intensification plus grande du travail et par une fatigue plus rapide.

Toutes ces améliorations n'ont qu'une valeur relative. D'ailleurs, les crises économiques, résultat d'une concurrence effrénée et de l'absence de toute entente rationnelle dans la production, peuvent les faire disparaître, tout au moins temporairement, malgré la pression du prolétariat. Enfin, elles restent fixées dans des limites très étroites. De toute façon, les revendications ouvrières se heurtent à la constitution même du régime capitaliste.

Devant le résultat précaire de leurs efforts, les ouvriers se sont rendu compte bien vite que le but de la lutte devait être la suppression de l'exploitation patronale. lIs se persuadent de plus en plus que leur émancipation complète ne sera possible que par la prise de possession des moyens de production, de façon à pouvoir jouir librement et complètement des produits de leur travail.

C'est ainsi que s'est faite l'évolution des esprits dans l'Internationale. D'abord imbus de théories vaguement humanitaires (Coullery) ou des doctrines des mutuellistes proudhoniens, la plupart des adhérents de la grande association sont rapidement passés aux conceptions communistes ou collectivistes.

Il en a été à peu près de même lors de la renaissance du mouvement ouvrier en France, après la dépression causée par la chute de la Commune : tout d'abord l'influence prépondérante des mutualistes avec Barberet et consorts, puis, peu à peu, la déchéance et le discrédit des théories qui prêchaient l'entente du capital et dutravail,la coopération avec les patrons, l'amélioration, du bien-être par les œuvres de prévoyance et d'épargne, etc. Les ouvriers se sont rendu compte que l'antagonisme avec le patronat était réellement irréductible. D'ailleurs l'expérience des anciens membres de l'Internationale a eu une forte influence sur l'évolution des organisations syndicales.

Dans les chapitres précédents j'ai exposé comment la propagande favorise l'éclosion des revendications nécessaires, rend les individus conscients de leur misère et de leur servitude, leur dévoile la cause de cette misère et de cette servitude et les incite à la révolte. Il n'est donc pas nécessaire que les individus et les groupes refassent le même apprentissage que ceux qui les ont précédés dans l'évolution des sentiments et des idées et qu'ils repassent par les mêmes stades d'hésitations, de duperies mutualistes ou parlementaires, avant d'arriver à la pleine conscience du but à atteindre.

Il n'en est pas moins vrai qu'il suffit que des prolétaires soient réunis ensemble en vue de l'amélioration de leur situation, pour que rapidement le sentiment de révolte se dégage. La pression des mêmes conditions économiques amène les salariés vers les conceptions révolutionnaires. Les syndicats fondés par des socialistes chrétiens dans un but de réaction, d'oppression morale, de soumission respectueuse envers le patron charitable, en un mot dans un but de jaunisme, ont évolué dans un sens bien différent de celui qu'avaient voulu les fondateurs. Rien que le fait d'amener les prolétaires à réfléchir sur leur état, les a conduits à s'insurger contre le patronat. Lors de la dernière grève des mineurs de la Ruhr on a vu l'organisation chrétienne, et aussi les groupes de mineurs polonais, marcher entièrement d'accord avec leurs camarades socialistes pour les mêmes revendications. En France, les tisseurs de Neuvilly, groupés au début sous des influences réactionnaires et imbus des préjugés religieux, se sont engagés franchement dans la voie révolutionnaire. Leur révolte même a fait leur éducation complète, en les mettant en présence des forces oppressives ; et ils se sont montrés beaucoup plus énergiques que certaines catégories d'ouvriers qualifiés, soi-disant d'une mentalité plus affranchie et d'un développement intellectuel plus avancé.

En Russie, les syndicats jaunes créés par le policier Zoubatof ont aidé fortement l'agitation ouvrière. Il en est résulté que la poussée prolétarienne a débordé bien vite les projets des agents de Zoubatof et s'est fait jour en mouvements grévistes. La grandiose manifestation ouvrière du 22 janvier à Saint-Pétersbourg a été le résultat de la propagande faite par une organisation qui avait été créée avec l'appui du gouvernement et sous la haute protection du préfet de police pour canaliser les revendications prolétariennes. La répression tsarienne s'est chargée de parfaire l'éducation révolutionnaire du prolétariat russe et de changer de vagues tolstoïens en socialistes terroristes.

C'est ainsi que les nécessités économiques, la pression des besoins poussent les ouvriers, lorsqu'ils sont groupés, aux revendications nécessaires. La révolte fait disparaître immédiatement toutes les ambiguïtés des promesses religieuses, philanthropiques ou gouvernementales ; ainsi se trouve révélée aux yeux des plus inconscients la réalité de l'antagonisme brutal qui existe entre la classe des possédants et celle des travailleurs.

Ainsi les prolétaires sont amenés à revendiquer pour eux-mêmes la possession des moyens de production. Ils conçoivent que ces moyens de production ne doivent plus être accaparés par personne, mais qu'ils doivent rester à la disposition de tous. De plus en plus, les prolétaires ont la conviction que l'existence de la propriété privée est la cause de l'inégalité économique et sociale, et ils arrivent à la conception d'une société communiste où les besoins matériels de tous seraient satisfaits.

Enfin, pour que les besoins moraux de tous soient aussi satis-

faits, on est conduit à l'idéal d'un communisme sans gouvernement, sans contraintes, où les individus et les groupes seraient librement associés et où les rapports moraux, sans obligation ni sanction, seraient simplement fondés sur la sympathie.

Cet idéal du communisme anarchique est l'aboutissement des revendications matérielles et morales des individus. La beauté de cet idéal favorise, à son tour, le développement des idées de révolte ; elle avive la force des revendications ; tandis que la croyance à l'immuabilité de la société actuelle favorise la résignation et permet de contenter les réclamations les plus pressantes par l'illusion de réformes ou par des promesses d'amélioration sociale.

Mais en dehors des réformistes qui bornent leur effort à chercher des améliorations de détail sans pouvoir s'élever à la conception d'un ordre social autre que le régime capitaliste actuellement établi, il existe des socialistes dont les théories aboutissent, qu'ils le veuillent ou non, à la même patience résignée. Ils ont bien un idéal collectiviste ou communiste, mais la réalisation en apparaît si lointaine que l'excitant de l'idéal s'évanouit tout entier.

D'autres socialistes, enfin, estiment que la réalisation de leur rêve se fera par étapes, par évolution pacifique et légale, au moyen de réformes continuelles et surajoutées. Tout l'effort pratique de la propagande se limite à élire des députés socialistes et à mendier des réformes au Parlement. Ces réformistes paraissent triompher parce que, dans la vie journalière, le prolétariat ouvrier prétend imposer des revendications à peu près semblables aux réformes projetées (Jaurès, Congrès de Rouen, mars 1905).

D'abord, il y a une grande différence entre les deux tactiques ; je l'ai exposé à propos de *l'action directe*. Ensuite, la propagande réformiste proclame la croyance à l'efficacité des réformes pour changer la société. Or, il est impossible de supprimer le salariat par voie légale. L'impôt sur le revenu, la contribution de l'Etat on des patrons à une caisse de retraites ou d'assurances sont, en définitive, prélevés sur le salaire. Et c'est une prétention impossible de vouloir élever le taux de ce salaire assez haut, pour que disparaisse le profit du capital, c'est-à-dire pour que disparaisse insidieusement le capitalisme lui-même.

L'expropriation avec rachat, proposée depuis longtemps par les simples radicaux, pour les mines, les chemins de fer, etc., ne changerait non plus rien au problème.

D'autre part, les lois les plus libérales entendent protéger la paix sociale, c'est-à-dire la permanence des rapports sociaux, tels qu'ils existent.

Prétendre que les réformes conduisent à la transformation de la société capitaliste est donc une duperie qui aurait pour effet d'atténuer l'action ouvrière, en lui enlevant son élan révolutionnaire.

L'action directe, au contraire, ne prétend pas arriver à la suppression du capitalisme par des réformes légales. Les revendica-

tions *limitées ou partielles* qu'elle pose, lui sont imposées par la lutte journalière contre l'exploitation patronale et l'oppression capitaliste et gouvernementale. Cette lutte a pour avantages de limiter l'exploitation patronale et la répression des pouvoirs publics, et surtout de faire l'éducation du prolétariat (1). *Mais l'action directe travaille à ce que la force toujours croissante des revendications, en dehors de toute légalité, aboutisse à un mouvement révolutionnaire, à la grève générale.* La conception de la grève générale révolutionnaire diffère du tout au tout de la grève générale des bras croisés, de la grève générale « ordonnée, disciplinée, légale », destinée, selon Jaurès, à appuyer, comme une simple manifestation, le mouvement politique, légal aussi. De toute façon, *l'action légale* des réformistes, de même que *la conquête des pouvoirs publics*, s'opposent à *l'action directe*, parce qu'elles gênent l'éducation révolutionnaire du prolétariat.

---

(1) La campagne en faveur des huit heures, par exemple, n'a pas la prétention de réussir à imposer partout cette revendication. Elle a surtout pour but de faire (dès maintenant) de l'agitation, de répandre la propagande et de réveiller l'esprit de révolte. Les efforts dépensés ne seront pas perdus ; ils auront au moins servi à l'éducation de la masse, quelque résultat pratique qu'ils puissent avoir. On ne pourrait pas en dire autant de la campagne électorale.

CONCLUSION

Nous avons vu comment se dégagent les idées de révolte. A la base de toute révolte il y a d'abord la souffrance, matérielle et morale. C'est pourquoi l'armée révolutionnaire se recrute chez ceux qui souffrent à un degré quelconque des contraintes qui pèsent sur les besoins des individus. Quelques personnes de la classe privilégiée se joignent à eux ; mais c'est aussi parce que ces privilégiés souffrent eux-mêmes dans leurs sentiments (sentiments de sympathie et de justice) : ils sont entraînés par sympathie pour les opprimés et par indignation contre les iniquités sociales.

Mais il y a peu à compter sur de telles conversions. La sympathie des privilégiés est empêchée par les préjugés bourgeois sur les conditions sociales. On s'imagine que la misère ou la gêne sont le plus souvent la conséquence de la paresse ou de l'imprévoyance. Ceux-là mêmes qui s'apitoient sur le malheur, considèrent cet état comme inéluctable et nécessaire. Ils satisfont leur sensibilité par la pratique de la charité, ils se libèrent de tout remords au moyen de quelques aumônes.

La propagande est-elle capable de modifier ces idées et de permettre au sentiment de sympathie de produire tous ses effets ? Ceux qui ont essayé de faire de la propagande parmi les étudiants connaissent les difficultés de l'entreprise. En dépit de l'enthousiasme de la jeunesse, peu d'individus se laissent convaincre ; et l'entraînement passager cède souvent plus tard au réalisme des intérêts privés. Les jeunes gens sont repris par leur milieu, par la famille, par les affaires, par le souci de la carrière, l'appât de la fortune ou des honneurs. En réalité, l'antagonisme des intérêts de classe empêche le développement d'une sympathie active pour les souffrances du prolétariat.

En définitive, c'est la souffrance qui est le véritable point de départ de la révolte. Ce qu'il faut combattre, c'est la tendance à la résignation qui se produit chez les individus découragés. J'ai exposé, dans le premier chapitre, l'adaptation lente des misérables à leur état, la dépression morale qui peut conduire au suicide lorsque la vie devient impossible. Mais cette résignation, ce découragement, cet aveulissement se montrent surtout chez des individus isolés, chez des petits bourgeois, par

exemple, tombés peu à peu dans l'extrême misère. L'isolement favorise particulièrement l'acceptation des pires conditions de vie, tandis que les individus réunis par le travail collectif de l'atelier ou de l'usine sont secoués à chaque instant dans leur torpeur par l'exemple des camarades plus audacieux, par l'encouragement mutuel. Cet encouragement mutuel et incessant chez les individus groupés est l'origine de la propagande. C'est la propagande par l'exemple, par la parole, par l'action, qui vient exalter dans la masse des prolétaires les sentiments qui vont donner naissance à la révolte.

La communauté des souffrances, le caractère collectif de la lutte journalière favorisent le développement de la solidarité. Chez les individus isolés, le tableau de l'inégalité sociale peut ne provoquer que des sentiments d'envie personnelle. La lutte collective pour la conquête du bien-être commun tend à faire disparaître ces sentiments d'égoïsme impuissant et fait naître le mépris de tout individu qui exploite le travail d'autrui.

La pratique de la solidarité contribue à l'éducation morale des individus : le courage, la dignité individuelle se développent et viennent renforcer les idées de révolte.

La pratique de la solidarité se fait d'ailleurs par la révolte même, par la lutte collective qui rattachent les individus les uns aux autres. Les sentiments deviennent plus forts par la communauté de l'action.

L'action est, en effet, le meilleur moyen d'éducation du prolétariat ; elle fait l'éducation des sentiments et l'éducation des idées. Elle exalte le courage et le sentiment de dignité individuelle, elle réveille les énergies. Elle assure le développement moral et intellectuel des individus.

C'est l'action qui favorise le mieux le travail d'organisation. On le voit bien au moment des grèves : les individus que la lutte a groupés restent unis en des organisations permanentes de combat ; et ces organisations deviennent des foyers d'agitation. La propagande, d'abord limitée à l'atelier, se fait ouvertement dans les syndicats ; de là, elle rayonne et va atteindre les individus les plus isolés.

Les syndicats « produits de la grève » sont des milieux favorables à la propagande ; et leur seul rôle est de provoquer l'action ; par là surtout ils peuvent travailler à l'éducation révolutionnaire des prolétaires (1). Les grèves, tout

---

(1) L'action (la grève, par exemple) excite l'esprit d'initiative parmi les individus à condition qu'elle ne soit pas gênée par la constitution trop fortement hiérarchisée de l'organisation. J'ai exposé, dans un des chapitres précédents, comment une forte

mouvement de révolte même partielle, ont l'avantage de mettre les salariés en face des patrons et de dissiper l'ambiguïté des promesses philanthropiques, religieuses ou gouvernementales.

L'action fait apparaître les réalités économiques. L'enseignement de la morale officielle ou religieuse est ruiné par l'expérience de la vie. J'ai cité les exemples des mineurs chrétiens de la Ruhr, des tisseurs de Neuvilly, des ouvriers de Saint-Pétersbourg. Ces faits, et bien d'autres, montrent que les travailleurs, réunis sur le terrain économique, ne peuvent être leurrés bien longtemps sur leurs véritables intérêts.

Enfin l'action, et l'expérience qu'elle entraîne, montrent la duperie du réformisme, le danger et le peu d'utilité du parlementarisme.

La poussée économique, la conscience des besoins, l'expérience des faits, l'éducation produite par l'action, par la révolte, font l'affranchissement intellectuel du prolétariat. Certes, tout effort particulier, pour le développement moral et pour l'instruction des individus, a son utilité. Les prolétaires ont profité des idées, des théories, des utopies même, suscitées dans tel ou tel cerveau par le spectacle de la vie sociale. Mais ils n'ont accepté ces idées, ces théories et ces utopies qu'autant qu'elles correspondaient à leurs besoins et à leurs aspirations.

La valeur éducative de l'action dépasse de beaucoup tout ce qui peut être tenté dans les universités populaires et dans les écoles, même libertaires. Je veux dire qu'il n'est pas nécessaire que les prolétaires passent par ces écoles pour avoir conscience de leurs besoins matériels et moraux. Je ne veux pas dire non plus que les efforts particuliers d'éducation soient inutiles ; mais ils n'ont qu'une valeur relative et surajoutée (1).

D'ailleurs, l'action ouvrière n'est pas un simple moyen d'édu-

---

organisation entraîne un esprit d'obéissance résignée et de discipline, tout à fait contraire à l'esprit de révolte, et comment cette forme d'organisation s'oppose, en définitive, à l'action.

(1) Les universités populaires, par exemple, peuvent servir à satisfaire, dans une certaine mesure, la curiosité intellectuelle des prolétaires, elles peuvent servir aussi à augmenter les besoins de jouissance esthétique ; mais elles ne peuvent pas prétendre à diriger l'éducation intellectuelle des travailleurs. Ceux-ci connaissent mieux leurs souffrances et leurs besoins, ils savent mieux ce qu'il leur faut et où ils vont, que les professeurs bénévoles qui sont, sinon imbus de préjugés bourgeois, mais assez souvent ignorants des conditions de la vie sociale. Les aspirations des prolétaires conscients dépassent donc les conceptions d'un professeur de philosophie, si bien intentionné qu'il soit. (Ex. Séailles, dans *Education ou Révolution.*) Les *éducateurs* proclament que la masse doit être préparée et éduquée pour être *digne* des avantages qu'on se propose (plus tard) de lui octroyer. J.-J. Rousseau n'écrivait-il pas à Catherine que l'abolition du servage ne devait être faite qu'avec prudence et que les paysans devaient être longuement préparés à cette réforme ? Actuellement, on entend les bourgeois de tout acabit déclarer que les moujiks ne sont pas suffisamment développés pour qu'on leur

cation morale et intellectuelle. Elle a pour but l'affranchissement complet du prolétariat et de l'humanité tout entière. Elle s'attaque aux réalités concrètes, aux contraintes économiques qui font la servitude des individus. Elle tend à l'abolition de la propriété privée et du régime capitaliste.

L'action ouvrière a donc, avant tout, un but matériel, un but social. Elle s'accompagne forcément d'une éducation morale, d'une exaltation des sentiments, qui fait sa force. Elle entraîne également un certain développement intellectuel. Mais la propagande n'a pas la prétention de donner aux prolétaires des connaissances encyclopédiques ; simplement elle affranchit les individus des préjugés économiques et sociaux, et avive leur esprit critique.

L'affranchissement matériel, c'est-à-dire l'avènement du communisme, permettra seul le complet développement moral et intellectuel des individus, en les libérant des contraintes actuelles (1).

La propagande révolutionnaire prépare les individus à l'action. Mais il ne faut pas compter qu'elle puisse toucher et entraîner l'unanimité, je dirai la majorité du prolétariat. Des influences multiples, quoique secondaires, viennent contrarier l'éducation

---

accorde la liberté (?), comme si le développement pouvait se faire dans les conditions actuelles de misère et de servitude. Heureusement, les paysans et les ouvriers prennent eux-mêmes la liberté d'agir, sans attendre qu'on la leur octroie.

(1) C'est pourquoi la propagande révolutionnaire s'oppose aussi à la doctrine tolstoïenne. Celle-ci n'a en vue que la régénération morale des individus et pense trouver le bonheur dans la non-résistance au mal. — Paul Robin et les propagandistes de la restriction sexuelle ont aussi en vue la régénération humaine, mais complète, c'est-à-dire qu'ils prétendent aboutir à la régénération physique d'abord, puis morale et intellectuelle des individus. Cette prétention ne me semble pas possible à réaliser dans la société actuelle. Le néo-malthusianisme peut favoriser le développement et l'éducation des enfants. Mais si les parents ne sont pas conscients, s'ils n'ont pas été touchés par la propagande, à quoi cette éducation peut-elle aboutir ? Dans les meilleurs cas, à donner aux enfants une instruction bourgeoise. Or, l'instruction bourgeoise est sophistiquée; elle vient renforcer les préjugés et les mensonges économiques en leur donnant des apparences scientifiques. L'éducation néo-malthusienne ne fait pas des révolutionnaires, La restriction sexuelle est une nécessité de la vie urbaine, une adaptation à la société moderne. Je pense que les individus qui auront obtenu un peu de bien-être, grâce à cette restriction sexuelle et grâce à beaucoup de chance, peuvent aussi bien s'enfermer dans l'égoïsme ; ce seront plutôt des recrues pour le mutualisme et le coopératisme, c'est-à-dire qu'ils chercheront à s'arranger le mieux possible dans la société actuelle, sans rien voir au delà de leur intérêt personnel. Quel mobile les pousserait, en effet, vers l'armée révolutionnaire, si la propagande ne les a pas convertis *auparavant* à l'idée communiste ? Le néo-malthusianisme ne développe ni la solidarité, ni la révolte. Certes, je ne suis pas opposé à la restriction sexuelle. Mais si je considère le néo-malthusianisme comme utile actuellement à l'émancipation féminine, si je crois qu'il continuera à être pratiqué dans la société communiste par les femmes, pour elles-mêmes et pour leurs enfants, je me refuse à y voir le moyen de l'émancipation humaine.

révolutionnaire. Il est vrai que la plupart de ces causes disparaissent, en cas de conflit, sous la poussée des sentiments.

C'est la poussée des sentiments, par exemple, qui rallie autour du syndicat, en cas de grève, tous les travailleurs intéressés. Là où il n'y avait qu'un petit groupe, se produit tout à coup une levée considérable de gens sachant ce qu'ils veulent et où ils vont. Il a suffi d'un noyau syndical pour propager les idées nécessaires à l'orientation du mouvement.

Cependant il n'y a pas assez de pitié dans les journaux socialistes, quand ils comparent *le squelette syndical* français à la forte organisation des Allemands et des Anglais. L'idéal des réformistes et des politiciens est de pouvoir montrer une grosse armée d'adhérents, payant régulièrement leurs cotisations (1). Ils ne voient la force que dans le nombre, comme s'il s'agissait d'électeurs, c'est-à-dire de bulletins de vote à additionner, ou bien encore comme s'il s'agissait d'œuvres de mutualité où le nombre des cotisants importe seul. L'idéal n'est pas d'avoir sur le papier une majorité compacte et moutonnière, dont la veulerie entrave toute audace et *entraîne la nécessité d'un commandement autoritaire.* Une organisation ouvrière de combat est plus forte par la valeur morale des individus qui la composent que par le nombre. Mais les socialistes légalitaires ont le préjugé démocrate de la *majorité.* Mieux vaut un groupement actif de propagandistes qui sachent entraîner la masse et l'orienter par la conviction de leur parole et de leurs actes, propagandistes qui se recrutent dans cette masse, qui en sentent les besoins et en partagent les sentiments, et qui ne se différencient de leurs camarades que par la force de leur conviction (2).

Il ne faut pas avoir l'espoir, absolument chimérique et *absolument inutile* (surtout en temps ordinaire, c'est-à-dire en l'absence de conflit), d'une immatriculation générale des travailleurs dans l'organisation syndicale. *Il s'agit de préparer par la propagande les esprits du plus grand nombre ;* la contagion de l'exemple, en cas de crise, fera le reste. Il faut bien savoir que les

---

(1) Jaurès présente à l'admiration et à l'imitation des travailleurs français les Trade Unions anglaises, « si puissantes par le nombre des adhérents et par leurs habitudes de discipline volontaire » (*Humanité* du 5 octobre 1904). De leur côté, les guesdistes affectent le plus grand mépris pour la tactique chaotique des syndicats, surtout depuis que les organisations ouvrières ont osé s'affranchir (grâce à la propagande de Pelloutier) de la direction autoritaire du« parti ouvrier français ». Or, la Confédération est plus vivante maintenant que les organisations socialistes politiques, qui toutes n'ont plus guère que des préoccupations électorales.

(2) Il peut arriver que ces propagandistes, en devenant *fonctionnaires* permanents et rétribués, perdent de vue la propagande pour ne plus voir que la conservation de leurs fonctions, au lieu de céder la place à de plus jeunes et à de plus enthousiastes. Le fonctionnarisme est le danger qui menace les fédérations, croissant en adhérents et en ressources.

mouvements n'ont jamais été faits que par une minorité consciente et résolue.

La crise est la période où de nouvelles souffrances viennent s'ajouter aux anciennes souffrances plus ou moins chroniques. Comme je l'ai exposé dans le premier chapitre, c'est à ce moment que la tendance à la révolte est la plus forte. La crise sera produite par une dépression économique générale, par une guerre, comme celle d'Extrême-Orient pour la Russie, avec son cortège de souffrances morales et matérielles, etc. Mais la révolte aura d'autant plus de force, sera d'autant plus complète, que la propagande aura préparé les prolétaires à ne plus respecter l'autorité patronale et l'autorité légale et à envisager toutes les conséquences nécessaires de leurs revendications.

Déjà la propagande révolutionnaire, en éduquant les individus, rend les conflits de plus en plus nombreux et de plus en plus violents. On ne lutte pas seulement pour le salaire, mais on attaque en même temps l'autorité patronale elle-même pour des questions de dignité et de solidarité. Les revendications prolétariennes deviennent de plus en plus audacieuses contre la légalité. Dans un milieu ainsi préparé, une crise morale, comme l'indignation devant une répression féroce (Italie, septembre 1904), peut entraîner un arrêt unanime du travail. S'il existe en même temps une crise économique générale, la manifestation spontanée peut, avec l'élan d'une minorité hardie, se changer en conflagration révolutionnaire, éclatant partout à la fois, non pas sur un mot d'ordre, mais par suite de la poussée et de la communauté des sentiments et de la contagion de l'exemple.

M. Pierrot.

FIN

PETITE BIBLIOTHÈQUE D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

La Confédération générale du travail, par DELESALLE (Paul)..... » 10
Aux Travailleurs. — La Grève !..... » 20
Les deux Méthodes du Syndicalisme, par DELESALLE (Paul)..... » 10
Syndicalisme et Révolution, par PIERROT (M.)..... » 15
Le Parlementarisme et la Grève générale, par R. FRIEDEBERG..... » 15
Travail et Surmenage, par le Docteur M. PIERROT..... » 15
L'Immortalité du Mariage, par CHAUGHI (René)..... » 25
Boycotage et Sabotage (Rapport)..... » »

PUBLICATIONS DU GROUPE DES E. S. R. I.

Le Rôle et les formes de la propagande socialiste, par LAVROFF (P.).. » 15
Anarchie et Communisme, par CAFIERO..... » 10 — » 15
Pierre Lavroff..... » 10 — » 15

PETITE BIBLIOTHÈQUE RÉVOLUTIONNAIRE

Anarchie, par GIRARD (André)..... » 05
Aux Anarchistes qui s'ignorent, par ALBERT (Ch.)..... » 05
Science et Divinité, par TRESFAUT (André)..... » 05

UN ANARCHISTE DEVANT LES TRIBUNAUX

Déclarations de Georges Etiévant. Les deux déclarations réunies en 1 brochure de 36 pages . . . . *franco* **0.20**

Compte rendu du **Congrès anarchiste** d'Amsterdam 1907, 1 vol. in-16. . . . . *franco* **1.50**

Le Bureau a publié en trois éditions (français, allemand et anglais) les **Résolutions approuvées par le Congrès anarchiste tenu à Amsterdam**. 1 broch. de 12 pages **0.15**

Paraît mensuellement (depuis janvier 1908) **LE BULLETIN DE L'INTERNATIONALE ANARCHISTE** contenant des correspondances du monde entier redigées en français. Le numéro **0.10** . . . . . L'année **2.** »

Les Paroles d'un Révolté, par P. KROPOTKINE . . . **2** »
Congrès antiparlementaire, Paris 1900 (Extrait des *Temps Nouveaux*) . . . . . **1** »

Almanach de la Révolution pour 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907 et 1908

Avec couvertures en couleurs par ROUBILLE, M. LUCE, WILLAUME, STEINLEN et GRANDJOUAN et des articles de E. RECLUS, P. KROPOTKINE, L DESCAVES, LEYRET, J. GRAVE, DELESALLE, etc. Nombreux dessins, chacun **franco**.... » **30**